

Santé/Médecine de proximité

Un hôpital de jour à la Maison Georges Rawiri

Sveltana NTSAME
NDONG
Libreville/Gabon

C'est le fruit d'un partenariat entre le groupe Gabon télévisions, Radion Gabon et le Samu social visant à apporter une assistance sanitaire aux agents sur leur lieu de travail. Lequel a été signé hier à la Maison Georges Rawiri, par les responsables des deux entités.

METTRE à la portée des agents du groupe Gabon télévisions et Radio Gabon un dispositif sanitaire leur permettant, ainsi qu'à leurs ayants droit immédiats, de bénéficier, sur leur lieu de travail et de façon gratuite, d'une large gamme de soins de premiers secours. C'est là, tout le sens de la convention signée hier, lundi 15 octobre 2018, dans l'enceinte de la Maison Georges Rawiri entre le coordonnateur général du Samu social, Wenceslas Yaba, et le directeur général du groupe Gabon télévisions, Sébastien Ntoutoume Bekalé. Pour ce faire, une salle de soins comprenant un ma-



Photo : SNN

La poignée de main entre le DG de Gabon télévisions, Sébastien Ntoutoume Bekalé (d), et le coordonnateur du Samu Social, Wenceslas Yaba, a scellé leur accord.

tériel de santé de dernière génération a été aménagée au sein de ladite structure. Des équipes de médecins spécialisés du Samu social s'y relayeront également de temps à autre. Une armoire à pharmacie garnie y est aussi comprise. Ce dispositif médical devrait, selon les responsables desdites entités, démarrer son service dès ce mardi.

« A partir de demain, on pourra vous prendre la tension gratuitement ici. On va faire des échographies aux femmes ici; l'ophtalmologue pourra voir vos yeux. A partir de demain, l'agent de Gabon télévisions et de Radio

Gabon ne payera plus cinquante mille pour l'ambulance, ce sera désormais gratuit. On fera les circoncisions de vos enfants ici. C'était la meilleure façon pour moi de vous dire que vous aurez désormais le Samu social », a indiqué le coordonnateur du Samu Social. Avant de faire œuvre de pédagogie à l'endroit des agents, en appelant notamment les uns et les autres à leur responsabilité face à l'outil ainsi mis à leur disposition.

« Ayons un esprit civique. N'amenons pas tout notre quartier à venir se faire consulter. Ce sont les agents de Gabon télévisions et Radio Gabon, et à



Photo : SNN

Une vue de la salle de soins aménagée au sein de la Maison Georges Rawiri. Une équipe du Samu social y attend désormais les agents.

la limite leurs ayants droit les plus chers, qui doivent en bénéficier. C'est votre outil, ce bout du Samu social est à vous, soyez jaloux », a conseillé M. Yaba. Occasion pour le directeur général du groupe Gabon Télévisions, non seulement de remercier ses partenaires dans le projet qui s'est ainsi réalisé, mais aussi de revenir sur l'essentiel de ce qui sera désormais fait.

« A partir d'aujourd'hui, vous avez déjà une structure médicale au sein du complexe Georges Rawiri. Elle va vous soigner gratuitement. Vous aurez des médicaments gratuitement. On aura des spécialistes ici. Lorsque

quelqu'un tombe malade ici, on n'est plus obligé d'aller à l'extérieur. Tout se passera ici. Nous ne pourrions plus sortir d'ici si nous ne savons pas de quoi nous souffrons exactement », a détaillé Sébastien Ntoutoume Bekalé. L'arrivée de ce nouvel outil a été fortement salué par les agents qui y ont vu une volonté franche de la part de la nouvelle direction générale d'améliorer leurs conditions de vie et de travail. Vivement que ces derniers s'en servent avec responsabilité. Seul souhait cher aux deux parties engagées dans la mise en place de ce cadre médical de proximité.

Ici et ailleurs

• Musique

Album posthume pour Johnny



Photo : AFP/L'Union

"Mon pays c'est l'amour", l'album posthume de Johnny Hallyday bénéficiera d'une "mise en place exceptionnelle" de 800.000 exemplaires en France pour sa sortie vendredi, a annoncé, hier, Thierry Chassagne, le président de la maison de disque Warner. "On a même été obligé de freiner les magasins", a affirmé M. Chassagne lors d'une présentation à la presse de ce disque, le 51e album studio de la rockstar décédée en décembre dernier.

• Littérature

L'adaptation des best-sellers d'Elena Ferrante vendue dans 56 pays

L'adaptation en série TV de "L'Amie prodigieuse", très attendue par les fans de l'auteure italienne Elena Ferrante dans le cadre d'une coproduction entre l'américaine HBO et la Rai, a été vendue dans 56 pays, a annoncé lundi son distributeur Fremantle. Présentée en avant-première à la Mostra de Venise début septembre, la série sera diffusée pour la première fois le 18 novembre, sur HBO aux Etats-Unis, indique Fremantle. Tirée de la quadrilogie d'Elena Ferrante vendue à plus de 10 millions d'exemplaires dans le monde, la série comprend quatre saisons de huit épisodes et suit une intense histoire d'amitié entre deux femmes sur plusieurs décennies.

• Mode

L'enseigne Sears en faillite

C'est le crépuscule d'une icône ayant inventé il y a plus d'un siècle le concept de vendre tout à tout le monde. L'enseigne Sears s'est déclarée, hier, en faillite, victime du commerce en ligne et de ses propres erreurs. L'entreprise, née en 1893, a créé la vente par correspondance. Son catalogue, qui atteignait le millier de pages, proposait vêtements, chaussures, équipements ménagers et même des produits dérivés de la cocaïne et de l'opium et de maisons préfabriquées. Elle est devenue la première chaîne de magasins de l'après-guerre, faisant son entrée en 1924 dans le très sélectif Dow Jones, l'indice vedette de Wall Street.

Rassemblés par F.S.L.

Front social/Face au statu quo observé au niveau de la Société nationale du logement social (SNLS)

Le collectif des clients de Bikélé menace d'occuper les maisons en début novembre

Olivier NDEMBI
Libreville/Gabon

RÉUNIS samedi dernier au centre social d'Akéké, à la faveur d'une assemblée générale dirigée par le président du collectif, Klaus Oléri, les clients de la Société nationale du logement social (SNLS) ont décidé de passer la vitesse supérieure en occupant, en début novembre prochain, les logements du site de Bikélé, quoique inachevés. Aussi, entendent-ils observer, dès demain 17 octobre, un sit-in devant le ministère en charge de l'Habitat, afin de faire connaître leurs intentions aux responsables de ce département ministériel, tutelle de la SNLS. Cette décision, prise à l'unanimité des participants, fait suite aux nombreuses promesses non tenues par la SNLS, de livrer à ces acquéreurs leurs logements dans les délais impartis. Il faut rappeler que dans le cadre de la mise en



Photo : D.R

Les membres du bureau directeur du collectif pendant l'AG...

œuvre de sa politique de logement social, l'Etat, à travers la SNLS, a lancé, en 2014, un projet de construction de maisons dont les conditions d'accès devaient se faire au moyen de la location-vente (pour les logements Estuaire) et de la vente directe (pour les logements dits Atlantique). Six mois après le lancement de l'opération, les 200 réservataires auraient normalement dû entrer en possession de leurs habitations. Ce d'autant plus que certaines de ces per-

sonnes ont payé ces logements cash auprès de la SNLS, entre 26 et 40 millions de francs. Le collectif constate, malheureusement, que depuis quatre ans, la SNLS ne cesse de jouer les prolongations dans la livraison des sites aux acquéreurs. En effet, après avoir pris l'engagement, du reste non tenu, de livrer respectivement 80 et 500 maisons en août et septembre derniers, la SNLS s'est lancée dans un autre défi : celui de fournir la totalité des logements d'ici à dé-



Photo : D.R

... de samedi dernier.

cembre 2018. Un pari pour le moins risqué et qui laisse les membres du collectif dubitatifs, dans la mesure où ils ne voient rien bouger sur le terrain. C'est pourquoi, ils préconisent la manière forte en investissant et en occupant, à compter de début novembre, les maisons inachevées. Pour le président du collectif, qui s'étonne d'ailleurs de ce que le ministère reste silencieux après qu'une demande d'audience lui a été adres-

sée depuis un mois, il ne s'agit nullement de gratuité. Il s'agit simplement de procéder à une évaluation des travaux entrepris à ce jour sur chaque maison, de sorte que chaque acquéreur puisse procéder au remboursement de la dépense sous la forme d'un échéancier - pour le cas des maisons Estuaire, dont les acquéreurs sont d'ailleurs les plus nombreux- et qu'il puisse par la suite, en fonction de ses capacités, terminer le reste des travaux à ses frais.